

NOTRE VOT NATIONAL
melchers
Gin
Canadien
CROIX D'OR

10 oz. \$1.05-26 oz. \$2.40-40 oz. \$3.45
Produit de Melchers Distilleries Limited,
Montréal — Bortherville.

L'AUTORITÉ

Le plus ancien hebdomadaire français de Montréal

3 Cents

MPRIMES
COURAGEZ
TORITE
Travaux d'imprimerie à
al Publishing
pany, Limited
da Cement Bldg.
ONTREAL

REDIGEE EN COLLABORATION

"J'entends grincer la scie et tomber le marteau." (Campeçon).

Administration: Suite 333, Edifice Canada Cement, Tél.: Lan. 9841

27e ANNEE — No 1940

J.-A. Fortin, Dir.-Gérant.

MONTREAL, 8 NOVEMBRE 1941

Gilbert La Rue, Rédacteur en chef.

Abonnement: \$2.50 par année

Le parti tory crie: Au secours!

Parce qu'il est en train de se noyer, il veut que le parti libéral le recueille dans sa barque. — L'hon. MacKenzie King est trop roublard pour se prêter à ce jeu. — La sécession de M. J.-S. Roy, de Gaspé, soulève de formidables éclats de rire.

(Dépêche spéciale à "L'Autorité")
Ottawa, 7. — Le parti conservateur fédéral semble bien mal en point. Il n'existe presque déjà plus dans les diverses provinces, et il est en train de s'éteindre à Ottawa. M. R.-B. Hanson, son chef actuel, en a assez de cette pétaudière, et il s'est exprimé là-dessus sans ambages, puisqu'il a déclaré qu'il ne serait pas candidat à la chéfferie du parti lors de la convention qui aura lieu vers janvier 1942.

Le départ de M. Hanson ne semble pas soulever beaucoup de regrets de la part de ses partisans. Le "Globe & Mail", de Toronto, et la "Gazette", de Montréal, ne cachent pas la joie qu'ils éprouvent à voir M. Hanson prendre cette décision, surtout depuis qu'il a déclaré qu'il ne conseille pas à son parti d'inscrire la conscription au programme tory. En face des critiques soulevées par son discours de Toronto, M. Hanson tente de faire machine arrière, mais cela lui sert de peu de chose, vu que plus il essaie d'expliquer sa position, plus il se fourre dans le trou.

Le "Globe & Mail" et la "Gazette" ont recruté de nouveaux adhérents conscriptionnistes dans la presse canadienne. Le "Star" et le "Standard", de Montréal, se sont joints à eux, mais le "Chronicle-Telegraph", de Québec, aussi feuille de langue anglaise, observe que le pays en a assez de ces millionnaires qui, parce qu'ils sont propriétaires de journaux, entendent faire la loi non seulement aux chefs de partis, mais au pays lui-même. Assurément, M. McConnell, propriétaire du "Star", et M. Wright, propriétaire du "Globe & Mail", sont des millionnaires authentiques. Rien ne prouve, néanmoins, que le propriétaire de la "Gazette" soit un millionnaire, à moins que ce personnage ne se fasse connaître, détail par lui négligé jusqu'à date.

M. Hanson serait-il remplacé à la chéfferie conservatrice par M. Meighen que cela ne changerait pas grand-chose. Le vieux parti tory se meurt, il est presque déjà cadavre, et tous les cataplasmes que l'on apposera sur ce machabée n'en feront pas autre chose qu'une momie susceptible d'éveiller la curiosité des siècles futurs, telles les momies trouvées dans les pyramides égyptiennes. Un incident plutôt comique fut la sortie de M. J.-S. Roy, député de Gaspé, des rangs du conservatisme fédéral. Seul conservateur élu dans le Québec aux élections générales de 1940, M. Roy est arrivé à Ottawa en proie à un beau zèle de néophyte. Il a présenté à la Chambre des Communes résolution sur résolution afin d'embêter les libéraux. Ces résolutions ne sortaient certes pas de son cerveau, le cerveau de M. Roy n'ayant rien d'olympien. On a surpris tout-à-coup cet été que le même M. Roy avait entrepris de fonder un parti oppositionniste québécois, de concert avec l'ineffable Sam Gobeil, ex-ministre dans le cabinet Bennett, et autres politiciens de même farine. C'est ce qui fit dire à l'un des dirigeants ontariens du parti:

— Le diable peut bien les emporter, tous ce qu'ils en sont! On ne les voit que lorsqu'ils viennent nous demander de l'argent. Que font-ils de cet argent? Dieu seul le sait, puisque les résultats sont absolument nuls. Le moins nous aurons de ces parasites du Québec, le mieux ce sera pour nous dans les autres provinces.

Aussi bien, lorsque M. Roy, se levant en Chambre pour expliquer sa sécession, fut une déclaration pompeuse afin de justifier sa volte-face, il ne fut pas accueilli par les exclamations de la droite libérale, mais par ses sarcasmes.

Il dénonce ses anciens amis comme des impérialistes à tous crins, ce en quoi il a raison. Alors, pourquoi eut-il l'audace de se faire élire dans Gaspé comme nationaliste? S'il faut l'en croire, il a été froidement accueilli par les tories auxquels il essayait de se coller. C'est la punition justement due à un minuscule habes qui essayait de renouveler la tactique suivie par d'autres pseudo nationalistes de langue française en 1911.

Le vieux parti tory devient évidemment gaga. Ses journaux parlent tour à tour de ministère de coalition, de gouvernement national, etc. La vérité vraie, c'est que les Meighen, les Hanson et les Drew ont entrepris de contraindre le parti libéral à tenter le sauvetage d'un malheureux qui se noie. Vieux parlementaire rompu aux roueries de la politique, M. MacKenzie King se gardera bien de lancer à la mer la bouée qu'on lui demande, et le résultat est facile à prévoir: les profiteurs ou les fils des profiteurs de 1914-18 doivent en faire leur deuil, car ils ne seront pas appelés à renouveler leurs exploits d'antan, le parti libéral n'ayant cure de permettre à ces exploiters de s'enrichir à même les contrats de guerre et de se moquer de la bonne foi d'un peuple qui en a assez de leur piraterie.

Le ratage "gaulliste" reste un enseignement

Pour ceux qui se lancent dans de redoutables entreprises sans y avoir mûrement réfléchi. — Comme quoi le maréchal Pétain n'est ni un idiot ni un anglophobe.

Notre article du 31 octobre intitulé "Drôle de type, ce général de Gaulle!", a créé une certaine sensation. Il a même eu les honneurs d'une traduction dans la "Gazette", journal qu'on ne saurait certes taxer de froideur envers l'Empire. C'est donc que les vues du général de Gaulle et de ses alliés ne sont pas exactement les mêmes.

Le général de Gaulle est peut-être farci de bonnes intentions, mais il se conduit plus souvent qu'à son tour en véritable casse-cou. Ainsi lorsqu'il a mené la flotte anglaise devant Dakar, en lui promettant qu'elle y serait accueillie comme une sœur, et que la garnison de ce port africain lui tira dessus. Quant à sa proposition aux Français de se croiser les bras pendant cinq minutes sous les yeux des Allemands, le 24 octobre, elle était pour le moins inconsiderée, ainsi que l'événement en a fourni la preuve.

Le service de la propagande "gaulliste" a beau essayer de faire croire que cette nouvelle "grève sur le tas" a remporté un vif succès en plusieurs villes françaises, il perdra son temps et il en sera pour ses frais. Nous ne sommes nullement, à "L'Autorité", des sympathisants de Vichy, mais nous (suite à la page 3)



Certains chroniqueurs de journaux, et en particulier de la "Gazette", nous annoncent que le plus gros morceau de la prochaine session de la Législature sera l'abolition du Conseil législatif. A les en croire, cet organisme coûte inutilement \$200,000 par année, et puisque l'ère est à l'économie, sa disparition est toute indiquée. D'ailleurs, notre province est la seule qui ait conservé cette relique du passé, et le parti libéral, lorsqu'il conquit le pouvoir en 1897, avait inscrit cette amputation sur son programme. Tels sont les arguments apportés par les adversaires du Conseil. Reste à savoir si nos pères conscrits vont prêter la main à leur barakiri, car d'après la Constitution, ils seront eux-mêmes appelés à voter leur exeat. Le Conseil législatif paraît aujourd'hui assez inoffensif, mais il n'en fut pas toujours de même, et un journaliste s'emporta un jour jusqu'à traiter ses membres de "vieillards malfaisants", ce qui lui valut une belle démolition dans le "donjon" de l'Hôtel du Gouvernement. Inutile de dire que ce "donjon", dont on ne sait pas même où il est localisé, n'a rien de ceux des châteaux du moyen-âge. En attendant que la mesure soit présentée, si elle doit l'être, l'un des chroniqueurs en question devrait bien aller interviewer l'hon. Médéric Martin, le plus bel ornement de fleur dans diverses paroisses. C'est ainsi que Sorel s'est payé le luxe récemment de deux grands bingos. Nous avons un jour qualifié le bingo d'"institution nationale", terme impropre, car il n'existe pas que dans le Québec et n'est pas essentiellement d'origine catholique. C'est à l'hon. P.-D. Wright, pasteur de la Winton Congregational Church, de Rochester, a quitté dimanche son église au beau milieu de l'office, en disant qu'il ne voulait plus avoir quelque chose à faire avec une congrégation "bingoïste". Il avait annoncé le 23 septembre qu'il en spirait de la sorte à une réception, où le maître de cérémonie se mettrait en tête de mendier auprès des invités. Il est vrai qu'il est toujours loisible aux intéressés de demander qu'il n'y ait pas de quête, mais ils n'y songent pas toujours et de là de multiples récriminations. N'appartiendrait-il pas plutôt aux autorités paroissiales de solliciter cette permission en indiquant le but précis de la quête, car ni la fabrique, ni le desservant, ni l'Ordinaire du diocèse n'ont droit de se faire payer pour une cérémonie qui l'a déjà été.

Quoique les bingos aient été tour à tour mis au ban par le Cardinal Villeneuve, l'archevêque de Montréal et plusieurs évêques de la province, ils n'en continuent pas moins de fleurir dans diverses paroisses. C'est ainsi que Sorel s'est payé le luxe récemment de deux grands bingos. Nous avons un jour qualifié le bingo d'"institution nationale", terme impropre, car il n'existe pas que dans le Québec et n'est pas essentiellement d'origine catholique. C'est à l'hon. P.-D. Wright, pasteur de la Winton Congregational Church, de Rochester, a quitté dimanche son église au beau milieu de l'office, en disant qu'il ne voulait plus avoir quelque chose à faire avec une congrégation "bingoïste". Il avait annoncé le 23 septembre qu'il en spirait de la sorte à une réception, où le maître de cérémonie se mettrait en tête de mendier auprès des invités. Il est vrai qu'il est toujours loisible aux intéressés de demander qu'il n'y ait pas de quête, mais ils n'y songent pas toujours et de là de multiples récriminations. N'appartiendrait-il pas plutôt aux autorités paroissiales de solliciter cette permission en indiquant le but précis de la quête, car ni la fabrique, ni le desservant, ni l'Ordinaire du diocèse n'ont droit de se faire payer pour une cérémonie qui l'a déjà été.

Une coutume que l'on commence à trouver ennuyeuse à Montréal et ailleurs, c'est celle des quêtes aux mariages et aux funérailles. Un correspondant nous écrit: "Aux funérailles, passe encore, puisque cet argent doit servir au paiement de messes pour les trépassés; mais aux mariages, c'est sûrement un abus. Mon fils vient de se marier dans une église de Verdun, et j'avais l'impression, lorsqu'on passa la timbale, d'être dans un salon, au cours d'une réception, où le maître de cérémonie se mettrait en tête de mendier auprès des invités. Il est vrai qu'il est toujours loisible aux intéressés de demander qu'il n'y ait pas de quête, mais ils n'y songent pas toujours et de là de multiples récriminations. N'appartiendrait-il pas plutôt aux autorités paroissiales de solliciter cette permission en indiquant le but précis de la quête, car ni la fabrique, ni le desservant, ni l'Ordinaire du diocèse n'ont droit de se faire payer pour une cérémonie qui l'a déjà été.

Cédant à la pression de certains groupes anxieux de doter le Québec d'un dimanche patriotique, le département du Procureur général a ordonné la fermeture des derniers théâtres français ce jour-là. Pourtant les mêmes groupes se disaient les meilleurs amis de la langue française. Est-ce leur manière à eux de prouver cette vive affection en dirigeant les spectateurs de ces théâtres vers les cinémas anglais? Car c'est ce qui va se produire dans la majorité des cas. Curieuse coïncidence: cette innovation arrive juste au moment où d'excellents acteurs chassés de France par la guerre s'en venaient chez nous avec la perspective de donner une nouvelle vague au théâtre français. L'his- (Suite à la page 2)

Sur un discours de M. Raymond Denis. — Les petits ruisseaux font les grandes rivières. — Depuis longtemps nous occuperions la place qui nous échoit, dans le domaine économique de la nation, si nous avions su canaliser les centaines de millions de piastres versés à nos concitoyens anglais.

L'autre jour, nous prenions connaissance d'un discours prononcé, à Chicoutimi, par M. Raymond Denis, organisateur général de la compagnie d'assurance La Sauvegarde sur les causes de notre infériorité dans le domaine économique et commercial. Après avoir exposé ces causes et démontré que nous en sommes en grande partie les responsables, M. Denis montrait nettement les moyens de redressement et notre devoir devant la nécessité de conquérir notre place légitime sur cette terre canadienne, qui est bien nôtre.

On a dit que notre race avait un rôle à jouer, en Amérique, et que ce rôle devait surtout consister en une influence purement intellectuelle, ne résider que dans le domaine des idées, des lettres et des arts et que nous n'étions pas faits pour les affaires et les finances. Rien de plus inexact. S'il est vrai que de par notre origine, nous appartenons à une race qui, dans le monde intellectuel, a toujours brillé au sommet et détenu la palme, par contre, notre contact avec cette autre race qui est essentiellement commerciale, la nécessité de vivre au sein d'un pays agricole et commercialisé, nous a valu l'avantage de nous familiariser avec la science des affaires et de pouvoir occuper une place enviable dans le domaine économique. Si nous nous sommes laissés devancer, il faut nous frapper la poitrine et nous demander pourquoi nous ne sommes par les maîtres dans notre maison.

Les capitaux nous manquent. A qui la faute? Nous les aurions si nous voulions. Nous ne nous occupons pas de les réunir. D'autres s'en chargent, plus habiles et plus avisés que nous. Et ils en profitent. Comme les petits ruisseaux font les grandes rivières, les petites sommes forment les vastes capitaux. Nous avons les petits ruisseaux: notre clientèle, nos achats courants, nos transactions bancaires, notre épargne, nos primes d'assurances. Ne serait-ce pas assez pour faire les grandes rivières? Il ne s'agirait que de canaliser tout cela vers un vaste réservoir d'où sortirait une puissance d'argent incalculable. Nous ne le voulons pas parce que nous n'avons pas encore compris notre devoir patriotique, l'importance de ce geste et que nous obéissons à une étrange manie, incompréhensible, inexplicable de jeter notre argent aux entreprises étrangères à celle de notre race, en alimentant leur réservoir à elles et laisser le nôtre vide.

Pour bien illustrer ce fait, prenons le cas de l'assurance-vie. On sait que les banques et l'assurance sont les deux plus vastes réservoirs de capitaux, et des deux l'assurance est le plus important.

La province de Québec, en si grande majorité canadienne-française, par année, \$40,000,000 en primes d'assurance-vie ordinaire. De ces \$40,000,000, qui sortent en très grande partie de nos poches, combien vont aux compagnies d'assurances canadiennes-françaises, tout aussi solides, aussi raisonnables et aussi généreuses que les autres? \$1,268,956, soit un peu plus de 3%. Le reste est allé à des compagnies étrangères.

Avec nos trente-huit millions et demi de cette année et les millions aussi nombreux des années précédentes, avec nos millions accumulés à un rythme qui s'avère fort intéressant, les compagnies étrangères se sont acquies et ont acquis pour leurs la considération et le respect des autorités et du public qui ont en elles une puissance à laquelle ils étaient, en maintes circonstances, forcés de recourir; elles ont financé des entreprises de leur race qui, tout naturellement attribuaient aux leurs les meilleurs emplois; elles ont maintenu un certain nombre d'agents ou de commis subalternes canadiens-français, mais pas une n'a pensé à confier dans son ad- (Suite à la page 2)

Une élection provinciale dans Richelieu-Verchères

Elle serait déclenchée par la nomination de M. F.-E. Messier au Conseil législatif. — Trois candidats libéraux sur les rangs: MM. Turcotte, ex-député; Robidoux, maire de Sorel, et Cournoyer, avocat. — Dissensions à éviter.

(Correspondance spéciale à "L'Autorité")
Sorel, 7. — Il ne fait pas de doute qu'avant la prochaine session provinciale M. F.-E. Messier, député de Richelieu-Verchères, sera nommé au Conseil législatif pour succéder à l'hon. E. Choquette, représentant de la division Rougemont. L'élection de son successeur, du point de vue libéral, ne saurait faire de doute, M. Félix Messier ayant été élu en octobre 1939 par une majorité de 1794 voix.

La nomination de M. Messier au Conseil législatif causera naturellement une élection dans le comté de Richelieu-Verchères. Les candidats sur les rangs pour lui succéder sont M. Turcotte, industriel, ancien député de Richelieu à la Législature; M. Robidoux, maire actuel de Sorel, et M. Cournoyer, avocat, associé légal de l'hon. M. Carlin.

Ces trois aspirants possèdent des titres indéniables à la candidature, mais comme ce sont trois gentlemen, dans toute l'acceptation du mot, ils ne sauraient manquer de se soumettre au verdict de la convention à être convoquée.

Le parti libéral a déjà trop souffert des dissensions qui se sont manifestées au sein de telles conventions. Ces dissensions lui ont coûté Mégantic et St-Jean. Si elles devaient continuer, il faudrait que le Premier Ministre lui-même fit le choix du candidat, choix que l'électorat serait appelé à ratifier.

Nos députés fédéraux sont en session à Ottawa

Notre grande industrie sur pied de guerre

L'énorme tâche accomplie par la Montreal Light, Heat & Power, Consolidated. — Affectation de plusieurs millions à l'expansion de l'outillage, en plus des formidables taxes versées au gouvernement fédéral.

La Montreal Light, Heat & Power Consolidated vient d'effectuer la 259ème distribution consecutive aux actionnaires de cette compagnie. Selon sa coutume, elle a joint à son chèque de dividende un dépliant qui contient diverses considérations sur les événements d'actualité et leurs répercussions sur les affaires des principales compagnies d'électricité sous régie privée. Voici quelques extraits de ce petit documentaire:

"Durant les deux dernières années et particulièrement durant les derniers quinze mois, le Canada a mis sur pied une énorme machine de production d'armements, et cela rapidement et avec efficacité. Des contrats de guerre s'élevant à plus de deux milliards et demi de dollars ont été accordés à l'industrie canadienne. La plupart des établissements industriels du pays travaillent à pleine capacité, et bientôt quelque \$600,000,000 de nouvelles usines de guerre, financées par le gouvernement, seront en pleine production.

"Le rôle principal dans le développement rapide du Canada comme arsenal de l'Empire Britannique et des forces qui combattent Hitler, ce sont les compagnies d'utilité publique sous régie privée qui l'ont joué. Ces compagnies ont mis rapidement et efficacement à la disposition des industries les énormes approvisionnement supplémentaires d'électricité à bas prix nécessaires pour mener la tâche à bien. Utilisant leurs propres ressources financières, elles ont hâté la construction de nouvel outillage et ce qui est presque aussi important, elles l'ont fait sans que le gouvernement, ou en d'autres mots le peuple du Canada, ait à fournir un cent pour ce travail à une époque où la construction coûteuse d'autres usines de guerre a mis le pays aux prises avec des problèmes financiers écrasants. En fait, non seulement les compagnies d'utilité privée ont fait elles-mêmes les frais que comportait la fourniture de quantités d'électricité de plus en plus considérables, mais elles sont en plus une importante source de revenu fiscal pour le gouvernement fédéral et les autres gouvernements, portant ainsi une forte part du fardeau financier imposé par la guerre.

"L'an dernier, les principales compagnies d'électricité sous régie privée ont versé pas moins de \$30,000,000 en contribution à l'effort de guerre. De ce montant, environ \$10,000,000 passeront dans les coffres d'Ottawa en impôts et \$20,000,000 furent dépensés, sans frais pour le gouvernement, en construction d'usines, d'outillage de transmission et de distribution supplémentaires. Cette année la contribution des compagnies d'utilité publique sous régie privée sera beaucoup plus considérable."

Voici donc qui prouve que dans le formidable effort de guerre du pays, la Montreal (Suite à la page 3)

L'hon. M. MacKenzie King expose la situation actuelle sans taire les dangers de l'heure. — Notre devoir est de lutter jusqu'au bout. — Condition essentielle pour réaliser le summum de notre effort de guerre.

La session vient de s'ouvrir, à Ottawa, et l'honorable M. MacKenzie King a prononcé un discours qui ne change aucunement la ligne de conduite que le gouvernement a tenue depuis les débuts de la guerre. Contenir d'une part les élans de l'ennemi, qui cherche à en finir au plus tôt parce que la guerre ne le fatigue pas moins que nous, et, dans l'intervalle, intensifier notre effort de guerre qui nous permettra de remporter la victoire finale.

Cette session sera de courte durée. Elle n'est tenue que pour permettre aux ministres de soumettre à la députation ce qui a été fait jusqu'à maintenant, recevoir des suggestions et répondre aux différentes questions qui seront posées comme aux critiques de l'opposition. En janvier, une autre session sera tenue qui durera plus longtemps.

Le discours de l'hon. M. King était loin d'être empreint d'un esprit d'optimisme ardent. Le chef du gouvernement n'a pas caché que la situation était grave, que cette guerre était une lutte à en finir entre les nations, petites et grandes, qui en tiennent pour le triomphe de la justice, et les nations, possédées du désir de conquête, qui en tiennent pour la violence. Le Canada est entrée en guerre, parce qu'il fallait réaliser la nécessité d'une telle politique. Son avenir, sa liberté étaient en jeu. S'il avait retardé, les conséquences eussent été funestes pour les Alliés comme pour lui-même. Les États-Unis ont voulu garder une politique de neutralité. Ils se voient obligés, aujourd'hui, de prendre part au conflit et Dieu fasse que leur intervention ne soit pas trop tardive.

Notre Dominion, pas plus que les États-Unis, n'aime la guerre et il veut faire tout son possible pour qu'elle se termine au plus tôt par la défaite de l'Allemagne nazie et de ses associés. Ligne de conduite que tout peuple qui désire la sécurité et la paix doit approuver. Il nous faut, pour atteindre le but que nous poursuivons, resserrer les liens de notre union nationale. Non pas que nous comptons sur l'effacement complet de ce regrettable esprit de race qui nous divise encore si cruellement et qui fait que le Canadien-français est traité avec un dédain révoltant par son compatriote anglais. Ce miracle ne saurait s'accomplir aujourd'hui. Les générations futures assisteront peut-être à l'expansion d'un Canada uni dans une fraternelle entente. Mais ce que nous demandons et ce qui est nécessaire pour réaliser pleinement notre effort de guerre, c'est d'oublier les divergences d'opinion qui nous séparent et de faire preuve d'une largeur d'esprit et d'une coopération véritable pour lutter efficacement.

C'est à cette condition et à cette condition seulement que nous vaincrons.

Pointes sèches

Novembre nous est arrivé avec son cortège de pluie, de brouillard et d'ennuis. Est-ce cette température maussade, ce manteau humide et froid qui nous enveloppe, qui nous transist, qui fait que nous ressentons, dans nos âmes, comme une nostalgie des beaux jours d'été, comme une lassitude déprimante et difficile à secouer? Nous éprouvons, à un moindre degré la joie de vivre, de lutter, de sourire, et les heures se font plus lentes, plus lourdes, plus pénibles. Et pourtant, tout autour de nous, c'est la même activité, les mêmes agissements, les mêmes desirs et la même folie de plaisir qui agite nos grelots endiablés. Sur les champs de bataille d'Europe, des milliers d'hommes versent leur sang dans une monstrueuse tuerie, voulue par la folie d'un monstre inhumain. Des frères s'entre-tuent, les uns pour répondre à un ordre inexorable d'un tyran qui veut établir le règne du paganisme et de la force sur le monde civilisé, les autres pour défendre la liberté des peuples encore libres, leur droit de vivre leur foi, leurs aspirations, cette civilisation chrétienne conquise au prix de tant de sacrifices et d'efforts communs. Le chef de la Chrétienté, Pie XII, demande aux peuples de l'univers, en ce mois de novembre, de redoubler de prières pour nos morts, pour ceux, surtout, qui succombent, là-bas, dans l'horrible mêlée, sous la neige et le froid, dans la boue sanglante des plaines glacées de la Russie. Écoutez l'appel du successeur de Pierre qui demeure la grande voix de l'espérance et du réconfort.

Si nous poursuivons notre effort de guerre avec une activité de plus en plus grande, cela ne veut pas dire que nous avons atteint la limite de cet effort. Il faut s'attendre à de nouveaux sacrifices, à de nouvelles restrictions. Il faut surtout opérer certaines améliorations dans la direction, dans l'administration des nombreux services qui mettent en branle l'immense rouage de la machine de guerre. C'est ainsi qu'il va falloir modifier, intensifier le travail du bureau d'information fédérale lequel, jusqu'à maintenant, n'a pas donné les résultats attendus. Sans les communiqués fournis à la presse et que nous n'utilisons qu'en partie, cette publicité qui devait sortir de cet office a été plutôt maigre, sans nerf, sans enthousiasme. Il faut en dire de même du rôle joué par le radio d'Etat. Depuis le départ de Louis Francoeur qui savait au moins donner à ses causeries un caractère de prézanse personnalité et prêcher l'optimisme au cœur de nos compatriotes, les commatateurs de la radio n'ont pas su capter la confiance du public radiophile et l'attacher davantage à la cause sacrée que nous défendons. Il ne faut pas s'illusionner sur les sentiments qu'entretient, à l'adresse des Alliés, le (Suite à la page 2)

Pointes sèches

(Suite de la 1ère page)

peuple de Québec. Sa notre province a fait preuve d'une belle et généreuse loyauté et contribué largement à notre effort de guerre, il faut bien savoir que nos gens ont apporté leur coopération par respect et par esprit d'obéissance à nos chefs spirituels et politiques. Mais nous ne lui connaissons pas encore le bel enthousiasme qui naît d'un patriotisme ardent et éclairé. On ne court pas aux armes pour défendre le sol menacé. On ne s'inscrit pas aux emprunts, aux oeuvres de guerre avec l'ardeur de contribuer au succès final. Non, tout cela est fait parce qu'il le faut, parce que la loi ou la nécessité oblige nos jeunes gens d'endosser la tunique militaire et que l'impôt est obligatoire, quelquefois forcé. Il nous faudrait de véritables animateurs pour prêcher la croisade sainte et bien faire savoir au peuple, non seulement de la province, mais de tout le Canada que nous sommes en guerre et que c'est notre guerre à nous, celle de la défense de notre sol et de nos libertés. Cette campagne, si on l'a menée, n'a pas reçu l'impulsion qu'elle aurait dû avoir et l'on a déjà trop toléré certains colporteurs qui se sont appliqués à semer l'inquiétude et la démoralisation chez nos gens. On a même laissé dire que le Canada n'aurait pas plus à souffrir sous la botte allemande que sous la libre et puissante protection du drapeau britannique. N'est-il pas temps de réagir et sans plus tarder?

Avec novembre nous arrivent les débuts de nos élégantes. C'est une mode, dans le monde du snobisme, nous dit-on, que "votre petite demoiselle", toute fraîche émoulue du couvent, aille s'offrir en spectacle dans un grand bal, comme on étale, à la montre d'un bijoutier en vogue, les plus belles pierres de la collection. C'est comme une façon de dire aux jeunes premiers — comme aux vieux — qui cherchent femme à marier, bien cousue, bien rentée: "Messieurs, mesdames, c'est ma fille!" Et le bal terminé, suivi d'autres sauteries et force réceptions, la pauvre enfant retourne au foyer, gros Jean comme devant, petite Cendrillon dans l'attente du prince charmant. Ce n'est pas sur ce marché public que le jeune homme sérieux va chercher celle qui sera la compagne de sa vie, la femme qui devra le soutenir dans ses luttes de chaque jour et lui apporter, au foyer, la joie et le réconfort, la tendresse et l'amour. Toutes ces qualités ne poussant ni ne s'épanouissent sur le parquet d'une salle de bal ou dans la fumée des clubs de nuit et l'atmosphère des réunions mondaines. Et quoiqu'il soit de mode, aujourd'hui, que nombreuses sont les jeunes filles qui soldent la note de leur prétendant et les frais des sorties quelque peu dispendieuses, bien rares sont les jeunes gens sérieux qui vont chercher la femme de leur rêve dans ces milieux haut huppés. Si parfois la chose arrive, c'est qu'à travers l'essai de ces jeunes poupées en grand déshabillé du soir, il se rencontre une âme d'élite que les exigences du monde ont forcée à suivre la mode, bien à regret. Il s'en rencontre. Comme il arrive aussi que le prétendant épouse la dot, sans se soucier de la femme. Mais vous n'empêchez pas la terre de tourner, ni les hommes de s'entretenir, et les femmes de danser sur le volcan qui secoue aujourd'hui notre pauvre machine ronde.

Dimanche soir, le comité de l'Épargne de guerre donnait, à l'Auditorium du Plateau, une nouvelle émission radiophonique afin de stimuler l'achat des Timbres de guerre. Courte et intéressante séance d'une demie-heure à laquelle figuraient nos meilleurs artistes de la radio, notre charmant Trio Lyrique, et la vedette du jour au Monument National, Jean-Pierre Aumont, à qui l'on a fait une réclame quelque peu exagérée. Nous ne nous guérirons pas de cet engouement que nous professons, chaque fois qu'échoit, sur nos rives, un artiste étranger, qu'il nous arrive de France ou des États-Unis. On semble oublier que, dans notre patelin, à Montréal, nous avons d'excellents artistes dont le talent artistique ou musical est au niveau de toutes ces "étoiles" qu'on nous demande d'applaudir... et de couvrir de billets de banque. Si la réclame doit fournir libre court à sa folle imagination, la critique devrait se montrer plus sévère à l'adresse de tous ces petits messieurs qui, dans leur pays d'origine, tiennent le rôle de seconds violons. Jean-Pierre Aumont est un bon artiste de la scène et de l'écran, mais le qualifier d'"incomparable", de "grand", de "merveilleux" interprète du théâtre et du film parlé, il y a tout un monde. Cette diversion nous écarte du sujet principal que nous voulions effleurer, quitte à y revenir dans un prochain article. Si nous avions véritablement conscience de nos devoirs patriotiques, pas ne serait besoin de ces séances à panache et de toute cette réclame à grands coups de tam-tam. De bon gré, avec ardeur, nous apporterions nos épargnes à l'État pour que chaque dollar prêt soit un coup de feu tiré sur l'ennemi. Et nous refuserions avec

Vers l'avenir



Partout aux Ecoles où se préparent nos futurs chevaliers de l'air, le moral est à son point maximum. Jamais collège ne connaît chez les élèves pareil enthousiasme, pareille ardeur de s'instruire. Aussi le Corps d'Aviation Royal Canadien compte-t-il des "gradués" de première force qui font la gloire de "nos ailes". Ci-haut, assis de gauche à droite, l'aviateur ROGER BOILEAU, de Montréal, ex-élève du Mont St-Louis. Son père, M. Aristide Boileau est entrepreneur général à Montréal; l'aviateur GÉRARD TURGEON, est Bachelier en Arts du Collège St-Laurent. Il est fils de M. Henri Turgeon, courtier; l'aviateur JEAN-PAUL TRUDEL, de Montréal qui a fait son cours à l'École du Plateau est le fils de M. Onslow Trudel de la Commission du Havre; l'aviateur LOUIS-RAYMOND CARTIER, de Beaconsfield, a étudié au Collège de Montréal. Son père, feu M. Daniel Cartier, était professeur.

indignation d'accepter un \$5.00 en retour du \$4.00 que nous versons, après force réclame, à la caisse du gouvernement. Le soldat qui verse son sang, sur le champ de bataille, ne reçoit en retour qu'une maigre solde. Les civils, à l'arrière, nous spéculons sur la vie de nos enfants et nous leur ménageons chichement les armes qui les protègent et les défendent. C'est ça, notre patriotisme. Comme nous avons dégénéré depuis les jours glorieux des Plaines d'Abraham, de Chateauguay, de Saint-Charles et de Saint-Denis!

E. F.

Si nous prenions conscience de nos responsabilités

(suite de la page 1) ministration un poste de quelque importance à un Canadien-Français. Pas de capitaux! Avec tout cet argent et autant qu'il nous serait venu d'autres sources, si nous l'avions voulu et si nous le voulions encore, l'exploitation et le plus clair profit de nos ressources naturelles ne seraient pas complètement en d'autres mains que les nôtres, et nous n'aurions pas besoin de nous agiter et de réclamer pour que nos droits soient respectés. S'ils ne le sont pas, frappons-nous la poitrine et disons notre mea culpa.

Quand donc allons-nous suivre l'exemple que nous donnent nos compatriotes anglais? Il ne s'agit pas d'imitation ni de cri de race, mais de bon sens pratique. Avez-vous jamais connu un Anglais confier ses épargnes à des banques canadiennes-françaises ou à assurer dans nos compagnies d'assurance. Ouvrons les yeux et apprenons. Au lieu d'abandonner aux autres les sommes dont ils forment leurs capitaux pour s'en servir à leur profit, réservons-les donc à nos institutions qui formeront les capitaux d'où sortira notre indépendance économique et ce qui en découle.

Et, si nous ne voulons pas comprendre, cessons de nous plaindre et rangeons notre frein sans mot dire. D'autres, plus avisés que nous, saurons bien employer à leur profit les capitaux que nous leur versons, innocemment.

E. F.

L'abolition du conseil municipal de Lachine

(Suite de la page 4)

qui aura lieu en décembre, un referendum sera soumis en même temps à l'électorat, afin de lui offrir l'occasion de décider s'il ne serait pas mieux de procéder en même temps à l'élection de tout le Conseil, et, dans l'affirmative, de soumettre cette expression d'opinion à Québec. A notre connaissance, c'est au moins la sixième fois que la Cité des Sports demande ainsi de nouveaux modes d'élections, toujours dans le but présumé d'améliorer la situation. Le plus simple, à notre sens, serait de réclamer tout simplement l'abolition du Conseil. En temps de guerre, la mode est à l'économie et personne n'oserait prétendre que depuis une dizaine d'années au moins nos échevins, qui nous coûtent si cher, aient servi à quoi que ce soit.

Lorsque le maréchal Pétain, après la chute de la France, prit le pouvoir, il s'pressa, dans la partie non-occupée, d'abolir les conseils municipaux comme autant de nuisances publiques, estimant que c'était l'une des mesures les plus propres à relever de ses ruines notre ancienne mère-patrie. Pourquoi la Législature n'en agit-elle pas ainsi dans le Québec? Un spectateur désintéressé qui assiste aux délibérations de nos "archevêques" pourrait se demander s'il n'assiste pas à une comédie de Molière ou à un vaudeville de Courteline. Seuls les fonctionnaires municipaux jugent que c'est très bien ainsi, parce qu'ils sont les seuls à profiter de cette payaille.

Afin de se différencier de ses collègues, un échevin devrait proposer que le Conseil demande à la Législature sa propre abolition. En cas de refus, qu'il s'adresse lui-même à la Législature, et nul doute que le premier ministre, M. Godbout, charmé d'une semblable initiative, s'empresserait de nommer l'édile en question maire de Lachine, comme le maréchal Pétain le fait actuellement des maires en France.

H.-A. R.

rance, toutes les mesures législatives prohibant la vente et la consommation des boissons alcooliques ont complètement échoué; il importe peu que ces lois aient été régionales ou qu'elles se soient étendues à tout pays, car dans tous les cas, elles n'ont abouti qu'à la plus lamentable faillite. La solution au problème de l'alcoolisme est pourtant bien simple; elle réside dans une tempérance véritable, c'est-à-dire dans une consommation minimum et sage réglementation. Nos ancêtres avaient résolu ce problème. Les savants contemporains les plus réputés préconisent la même méthode, et bien des pays — tel la Suède et le Danemark — se prévalent aujourd'hui de leur savoir et de leur expérience pour opérer les réformes qui s'imposent. Le désir inné chez l'homme de recourir à des stimulants est vieux comme le monde. C'est un désir tout à fait naturel et que des lois ne sauraient réprimer. Autrement dit, ce n'est pas au moyen de mesures législatives que l'on imposera aux gens un code de morale ou qu'on pourra les contraindre à agir contre leur gré. Lorsqu'un gouvernement émet une loi prohibant la vente des boissons alcooliques, il convient de se demander quels pourront être les résultats pratiques d'une telle législation.

Au grand détriment de la population, la bière, qui contient surtout beaucoup d'eau et dont le volume est par conséquent considérable, est nécessairement exclue des régions où règne la prohibition, pour faire place à des breuvages fortement alcoolisés, mais plus faciles à transporter. Ces breuvages, dont la fabrication échappe le plus souvent à la surveillance du gouvernement, ou qui sont le produit de la contrebande et généralement à base d'alcool frelaté, sont de véritables poisons dont l'action nocive s'exerce sur l'âme et sur le corps.

Ceux qui, par leurs paroles et leurs actions, ont favorisé dans la Beauce le mouvement prohibitionniste qui vient de se traduire par un retour à la loi Scott, ont assumé une bien grande responsabilité.

René L. Pelletier.

Les "Bucketshires" S'il est permis d'en juger par une lettre d'un particulier, les soldats canadiens de langue française qui sont actuellement outre-mer sont l'objet de l'estime et de l'admiration de la population de Grande-Bretagne. "Il n'y a pas à s'y tromper, écrit un correspondant, ils (les Canadiens français) sont pittoresques et gais; ils se conduisent bien et une sorte de légende les entoure déjà en Angleterre". Des esprits facetieux traduisent en un drôle d'anglais les noms français de quelques régiments de la province de Québec. Nos soldats de langue française le leur rendent bien en traduisant à leur façon le nom des villes anglaises. On se rappelle que, durant la dernière guerre, les soldats du fameux 22e Régiment n'avaient pas tardé à rebaptiser East Sandring, endroit où ils eurent leurs quartiers en arrivant en Grande-Bretagne. Ils n'avaient qu'à prononcer le mot Sandling à la française, pour en faire "Saint-Lin", petit village québécois qui, on le sait, est la place natale de Sir Wilfrid Laurier dont on célébrera le mois prochain le centenaire. Aujourd'hui, ce sont les Anglais qui

Loi électorale de Québec — Listes des électeurs CITE DE MONTREAL

Bureaux d'enregistrements

Toutes personnes des deux sexes, domiciliées dans les limites de la Cité de Montréal, SUJETS BRITANNIQUES, ayant 21 ANS ACCOMPLIS et possédant les qualifications requises pour être inscrits sur la liste des électeurs, pour l'élection d'un Membre de l'Assemblée Législative, actuellement en voie de préparation, sont priées de se présenter à celui des BUREAUX TEMPORAIRES le plus proche de leur domicile électoral, et s'il y a lieu, y déposer une demande en inscription sur la dite liste des électeurs.

DE 9 HEURES DU MATIN A 10 HEURES DU SOIR Par ordre: VICTOR BEAURE.

Directeur du Bureau des Listes Electorales Provinciales de la Cité. 515, rue St-Gabriel, Tél.: PLATEAU 6181, Local 222.

Le bureau-chef sera aussi ouvert de 9 a.m. à 10 p.m. P.S.—Vous pouvez déposer votre demande en inscription sur la liste des électeurs provinciales, à l'un des bureaux ci-dessous mentionnés, quel que soit le Comté où vous demeurez dans les limites de la Cité de Montréal.

Nous invitons tout spécialement les dames et les demoiselles de se présenter à ces bureaux, autant que possible le matin et l'après-midi, afin d'y éviter l'encombrement.

LISTE DES BUREAUX D'ENREGISTREMENTS

- 18 - 19 - 20 Novembre
JEANNE-MANCE
J. Landier 6960, Papineau.
A. Thibault 6587, 24ème Ave Rosemont.
A. DeRepentigny 7761, Chabot.
LAUREN
P. Fagnin 7027, Ave Grand.
A. DeRepentigny 7730, St-Hubert.
LAVALL
O. Lavoie 595, des Ormeaux.
N. Beaudouin 8291, de Gaspé.
Mme B. Charbonneau 2351, boul. Gouin Est.
D. Piette 10080, Lillie.
MAISONNEUVE
A. Piette 2012, Cuvillier.
O. Kiteala 3524, St-Germain.
V. Lafleche 2017, Nicolet.
MERCER
C. Bélanger 4526, Papineau.
B. Larjousse 1522, Laurier Est.
NOTRE-DAME-DE-GRACE
Station No 23 — 3755, Botrel.
Martineau (Drug Store) — 6121, Monkland.
L. Lalonde 3600, boul. Décarie.
STE-ANNE
Station No 6 — 836 Monfort.
C. Provost 821, Wellington.
ST-JACQUES
A. Bisson 3666, St-Denis.
ST-LOUIS
L. Berger 29, St-Viateur Ouest.
P. Baranovsky 358, Fairmount Ouest.
STE-MARIE
D. Cardinal 2477, Lafontaine.
Mme Nap. Nicole 1840, Demontigny Est.
ST-HENRI
Station No 17 — 4000, St-Jacques Ouest.
A. Blain 5194 Notre-Dame Ouest.
Désiré Goy 4393 St-Antoine.
QUEBECONT
W. S. Heriz 3530, Van-Horne.
J. L. Wener 6230, Côte des Neiges.
WESTMOUNT-ST-GEORGES
Mme H. Baker 1531 Bishop.
Mme K. Snell 2187 Tupper

- 21 - 22 - 24 Novembre
JEANNE-MANCE
Mme J. A. Denis-5913, Christophe-Colomb.
M. Desrochers — 5501, Jeanne-d'Arc.
H. Labranche — 7090, Delorimier.
LAUREN
Louis Boire — 789, St-Zotique Est.
T. W. Lorrain 7806, St-Denis.
LAVALL
A. Demarbre — 9527, Notre-Dame Est.
H. Delle 1846, boul. Gouin Est.
J. Rochon — 1846, boul. Gouin Est.
A. Rocheleau — 1228, Fleury.
Mme C. Bonin — 4000, Hochelaga.
Mme J. O. Lefebvre — 2326, Moreau.
MERCER
J. A. Bavaud — 757, Mont-Royal Est.
A. R. Desautels — 2000, Laurier Est.
NOTRE-DAME-DE-GRACE
A. Stewart — 6922, Sherbrooke Ouest.
Mme W. Langford — 7382, Sherbrooke O.
A. Lapierre 8785, Sherbrooke Ouest.
STE-ANNE
Mlle Alice Godcharria — 0171, Charlevoix.
Ray Harter — 6011, Ave Western.
A. C. Lézoux 155, Sherbrooke Ouest.
ST-JACQUES
O. O. Dupuis — 785 Roy Est.
J. U. Gagné — 893 Duluth Est.

Les autres dates seront publiées plus tard.

HITLER A LA POUBELLE



Deux étudiants du Plan d'instruction des aviateurs du Commonwealth nous démontrent ici ce qu'ils feront de Hitler lorsqu'ils auront, avec leurs camarades, terminé leur besogne. Cette scène a été jouée à l'aéroport d'Uplands, à Ottawa, par Frank Clark, d'Angleterre, et Michel Lebas, d'Argentine.

Coups de marteau

(Suite de la 1ère page) joire de celui-ci dans la province fut plutôt lamentable. Les faillites et les insuccès ne se comptent plus, par suite d'interventions aussi inopportunes. Rappelons l'incident du St-Denis, où une troupe jouant "Fifi", opéra-bouffe, fut arrêtée en pleine représentation par la police municipale, jetée dans la voiture de patrouille et traitée ni plus ni moins que s'il s'était agi d'une rafle dans un boucan. Tout cela parce que nous étions à la veille d'élections municipales et que le conseil du temps, peu scrupuleux sur l'emploi des fonds publics, avait été saisi tout-à-coup d'un formidable accès de pudeur. VULCAIN.

Les cours d'hôtellerie

Vendredi et samedi, les 24 et 25 octobre, les hôteliers qui suivent des cours d'hôtellerie au Manoir de Rivière-du-Loup, ont reçu la visite de M. J.-L. Boulanger, chef de cabinet du premier ministre, de M. Maurice Hébert, directeur général de l'Office du Tourisme de Québec, et de M. H. Lavoie, assistant directeur. Le samedi était la journée du tourisme pour les auditeurs de ces cours, que suivent des hôteliers des régions de Québec, Chicoutimi, Lac St-Jean, Charlevoix et ailleurs. Les représentants de l'Office du Tourisme étaient les invités du Service de l'Hôtellerie, qui organise cette troisième série de cours (la première ayant eu lieu à Rivière-du-Loup l'hiver dernier, et la deuxième à Matapédia, au cours du printemps). Vendredi soir, M. Lavoie déroula des pellicules de l'Office du Tourisme devant les étudiants. Le lendemain, M. Boulanger leur fit un exposé complet des relations du tourisme et de l'hôtellerie et leur dit ce que la Province attendait d'eux. M. Hébert fit des variations sur le même thème et exposa en plus le travail de l'Office du Tourisme. M. Lavoie fit part des dernières statistiques sur le tourisme.

Le souvenir de Laurier

Des fêtes sans caractères politiques auront lieu dans le comté de Québec-Est, à l'Arena de Québec, le 20 novembre, à l'occasion du centenaire de naissance du grand homme d'Etat canadien, Sir Wilfrid Laurier. Le gouvernement fédéral prendra part aux manifestations, comme il l'a fait pour les fêtes de Sir John A. MacDonald à Kingston, l'été dernier. Des personnalités politiques de tous les partis seront appelées à dégager les leçons de la carrière de Laurier.



Des garçons que nous avons vus grandir

● A leur dernière permission nous étions à la gare pour les voir partir... ce sont des garçons que nous avons vus grandir. En leur serrant la main nous leur disions "Bonne chance, comptez sur nous pour vous aider." Avons-nous tenu parole? Est-ce que nous les aidons autant que nous le pouvons, en leur fournissant les navires, les chars d'assaut, les avions et les munitions dont ils ont un si grand besoin? Voilà une façon de servir pour nous, qui sommes restés. C'est à nous qu'il appartient de fournir l'argent nécessaire pour gagner la guerre, et le moyen tout indiqué c'est d'acheter plus de Certificats d'Épargne. Pour vaincre, chaque Canadien doit faire sa part. En temps de guerre, le prodigue aide l'ennemi. Il faut réduire ses achats au strict nécessaire, afin de rendre disponibles plus de main-d'œuvre et de matériaux qui seront affectés à la poursuite de la guerre. L'effort total qui s'impose exige des sacrifices de la part de tous les Canadiens.

COOPÉREZ A LA CAMPAGNE D'ARMEMENTS DANS VOTRE MILIEU

Publiée par le Comité de l'Épargne en temps de guerre, Ottawa

DÉPENSONS MOINS AFIN D'ACHETER PLUS DE CERTIFICATS D'ÉPARGNE DE GUERRE

LE WHISKY ÉCONOMIQUE Robbie Rums fameux vieux whisky 13 oz \$1.40 25 oz \$2.60 40 oz \$4.15

"La forme la plus pure sous laquelle le tabac peut être fumé."

CIGARETTES SWEET CAPORAL

Le trust international de l'or vise hardiment à la domination mondiale

(Suite de la page 4)

billets de la banque, est-ce que cela n'affecterait pas la situation monétaire du Canada?

M. Towers. — Non, cela ne devrait pas l'affecter.

Q. — Le Comité MacMillan, en 1931, a constaté que le volume du pouvoir d'achat à être émis par les banques n'était pas nécessairement limité par la réserve d'or. Est-ce vrai?

M. Towers. — C'est vrai.

Q. — Est-ce que notre or n'est pas acheté aujourd'hui par la Banque du Canada avec des billets par elle émis et non remboursables en or, ce qui veut dire qu'on se sert de billets de banque sortis des presses à imprimer pour acheter de l'or?

M. Towers. — C'est la pratique suivie dans le monde entier.

Si cela n'expose pas dans toute sa crudité le mythe de l'étalon-or, démontrant que nous sommes les esclaves de Goldcheviki, eh bien, rien ne pourra arriver! Il faudrait lire toute la preuve ainsi faite pour comprendre combien il est urgent que le Canada devienne la propriété du peuple canadien et non du trust international de l'or, lequel a pour programme la domination du monde grâce à un système que d'aucuns vont jusqu'à assimiler à l'ancienne piraterie.

Voici un autre élément de preuve, en date du 6 août 1940, puisé dans le "Hansard", page 2603, et dont voici la teneur:

M. Jacques demande au ministre des Finances, M. Holey, quel était l'objet de la visite au Canada, à cette date, de sir Otto Niemeyer, directeur de la Banque des ajustements internationaux aussi bien que de la Banque d'Angleterre, et assisté de plusieurs experts. M. Holey répondit qu'ils étaient venus pour affaires intéressant la Banque du Canada et non le Gouvernement. Selon le ministre, il s'agissait probablement de questions de change étranger entre la Banque d'Angleterre et celle du Canada.

Or la Banque du Canada est censée fonctionner au bénéfice du peuple canadien. Alors comment se fait-il que le directeur d'une banque privée comme la Banque d'Angleterre puisse y pénétrer et discuter de modalités concernant les relations entre les deux banques sans que notre ministre des Finances ne sache rien de ce qui se passe? D'où il résulte qu'il est grandement temps que le Parlement prenne la direction du navire financier du Canada, lequel, par suite de cette politique de laisser-faire, s'en va à la dérive, et l'empêche d'aller se briser sur les récifs du désastre économique.

G. A. FIELD.

Le ratage "gaulliste" reste un enseignement

(Suite de la 1ère page)

ostimons que le bon sens a toujours droit de cité, où qu'il se trouve. Pourquoi entreprendre de nous faire croire que le maréchal Pétain n'est qu'une vieille bête parce qu'il a 85 ans, lorsqu'on trouvait que Clémenceau avait "vieilli" à un âge encore plus avancé?

Les dernières dépêches nous rapportent que le maréchal a refusé de conclure une paix définitive avec l'Allemagne en disant avec elle l'Afrique au profit, outre de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, mais au détriment de l'Angleterre, à laquelle il ne serait resté que le Sud-Africain. Cela ne signifie certes pas que le maréchal Pétain soit personnellement un anglophobe.

Qu'il se trouve dans son entourage et particulièrement à Paris des ennemis déclarés de l'Angleterre, cela est évident, mais il ne faut tout de même pas lui en faire un crime personnel. Le jour où Pétain quitterait le pouvoir serait celui où la France, dirigée par des casse-cou comme cela lui est arrivé souvent dans son histoire, ferait un nouveau plongeon dans l'inconnu, probablement du côté de l'Allemagne.

GILBERT LARUE.

LA FORCE PHYSIQUE DANS LE VIEUX QUÉBEC



MONTFERRAND

L'homme fort de la région de l'Ottawa, Joseph Montferrand, était célèbre par ses prouesses, vers la fin du siècle dernier. Attaqué par une bande sur un pont, il se servit de l'un des forts à bras comme d'un séau pour mettre les autres en fuite. Une autre fois, sur cinq voleurs qui l'avaient attaqué, il en jeta trois dans le lac et détint les deux autres. À Montréal, il termina une joute avec un célèbre maître de la boxe en le lançant parmi les assiettes sur une table où se poursuivait un banquet.

Même dans le bon vieux temps — comme aujourd'hui — le gin de Kuyper était le grand favori.

10 ONCES 70¢ 26 ONCES 124¢ 40 ONCES 134¢

GIN de KUYPER

MAISON FONDÉE EN 1695

TROIS HADIS GARS



Parce qu'ils ont compris qu'il leur appartenait de faire leur part pour la défense commune de nos libertés, les Canadiens-français jouent un rôle éminent dans le présent conflit. L'Aviation Royale Canadienne exerce sur les nôtres un attrait particulier. De gauche à droite: l'aviateur BERNARD RIVET, de Montréal, ancien élève du Collège de Joliette. Il est le fils de feu M. Joseph Rivet de son vivant commerçant dans la Métropole; l'aviateur HENRI L. MONFETTE, du Lac Mégantic, a étudié à Sherbrooke au Séminaire St-Charles Borromée. Son père M. William Monfette est sergent-train près le Pacifique Canadien; l'aviateur LUCIEN ST-VINCENT, fils de M. A. St-Vincent, forgeron, résidant à Montréal, est ancien élève de l'école du Plateau.

La Situation internationale

Par la British United Press. L'accentuation de la poussée des armées de l'AXE dans le sud de la Russie fait prévoir une nouvelle offensive en tentant dans l'objectif seraient les champs pétrolifères du Caucase cette fois.

L'ennemi approche de Rostov et du Don. Les Britanniques craignent la chute prochaine de Rostov, cette ville qui est la clef donnant accès aux champs de pétrole situés à quelque 200 milles plus loin.

On présume que les Allemands attaqueront ensuite de Rostov en deux directions: au Sud, vers Krasnodar, grand centre pétrolifère et à l'Est, vers Astrakhan, sur la mer Caspienne, pour isoler le Caucase du reste de la Russie.

La deuxième branche de cette offensive passerait à travers la péninsule de Crimée vers le détroit de Yénikale, qui relie la mer d'Azov à la mer Noire. Ce détroit n'a que quatre milles de largeur, et en le traversant, l'ennemi serait au cœur du Caucase, à 100 milles environ de Krasnodar, qu'il menacerait déjà par le Nord.

VERS LE CAUCASE On voit donc que la péninsule de Crimée a une importance stratégique très grande parce qu'elle peut donner accès au Caucase. De plus, elle est le site de l'importante base navale de Sébastopol. Odessa étant aux mains de l'ennemi, Sébastopol est la dernière base navale soviétique sur la mer Noire; sa perte entraînerait considérablement les opérations de la flotte russe, le seul obstacle à une offensive navale allemande en direction du Proche-Orient.

Cette base, puissamment fortifiée, est située au sud de la chaîne de montagnes qui traverse la Crimée. Mais même si la place tient pendant des mois, cela n'arrêterait pas une poussée allemande vers le Caucase: l'ennemi pourrait passer par Kirsch, située plus au Nord, en évitant les montagnes. Il pourrait ainsi envahir les champs pétrolifères et la région située au nord de la chaîne des monts Caucasiens. Mais pour franchir l'obstacle que constituent ces montagnes que fera-t-il?

Il tentera peut-être d'avancer le long de la voie ferrée qui, longeant la côte, va de Batoum, sur la mer Noire à Bakou, située sur la mer Caspienne. Il se peut alors qu'il tente en même temps un mouvement par terre ou, pire, qu'il passe par la Turquie.

LA TURQUIE ET LES DARDANELLES

Constatons ici que depuis la reprise de l'offensive allemande en Crimée, il existe beaucoup d'anxiété en Turquie. D'une façon ou de l'autre, soit pour une attaque par mer ou pour une attaque par terre contre le Caucase, la collaboration des Turcs sera précieuse aux Allemands.

Hitler aura besoin de l'aide de la marine italienne s'il veut défier la puissance navale soviétique en mer Noire et la Turquie tient les Dardanelles qui sont la porte d'entrée de cette mer. C'est aussi par la Turquie évidemment que les troupes de l'AXE auraient le plus de facilité pour aller attaquer Bakou... si la Turquie veut "collaborer". Car par la Crimée ou par Rostov, les troupes ennemies auraient la rude tâche de franchir les plus hautes montagnes du Caucase.

Mais si la Turquie résistait, Hitler y penserait deux fois avant de forcer son chemin à travers ce pays. Ses troupes auraient plus de 1,000 milles de pays à traverser pour parcourir avant d'atteindre la frontière turco-russe et le Caucase. Ce serait une entreprise colossale. D'ailleurs, l'armée turque qui compte un million d'hommes pourrait obtenir l'appui des troupes britanniques du Moyen-Orient. Tout milite donc contre une attaque allemande contre Bakou en passant par la Turquie... et les Turcs s'y opposent.

Toutefois, il est évident que les Nazis tenteront d'obtenir sans combat des concessions de la part de la Turquie. Néanmoins, si malgré toutes les pressions et malgré tout leur chantage, les allemands n'obtiennent pas de concessions des

Théâtres... Sports...

Au Princess

Les premiers films documentaires des bombardements aériens de la R.A.F. sur le territoire du Reich, sont incorporés dans le film "Target for Tonight", qui prendra l'affiche au cinéma Princess, vendredi.

Les cinéphiles ont pu constater, par les films d'actualités, l'héroïque résistance des populations de Grande-Bretagne aux visiteurs nocturnes de Herman Goering. Le film "Target for Tonight" fera voir les revers de la médaille: les succès de la R.A.F. sur l'Allemagne nazifiée.

Tous les acteurs de "Target for Tonight" sont des officiers et des aviateurs de la R.A.F. Le rôle qu'ils jouent dans ce film, ils le vivent tous les jours.

Notre grande industrie sur pied de guerre

(Suite de la 1ère page)

Light, Heat & Power, Consolidated, a rempli un rôle de premier plan, à la mesure de sa taille. L'an dernier, par exemple, elle a dépensé \$4,300,000 en nouvel outillage de transmission et de distribution dans la région de Montréal, et elle dépense cette année un égal montant pour le même objet, toujours à même ses propres réserves, et ce, de concert avec les autres compagnies d'électricité sous régime privé, suivant des mesures coopératives qui assureront la mise en disponibilité du maximum d'électricité pour fins de guerre.

En faut-il davantage pour démontrer que la grande industrie canadienne prend sa part de risques dans le conflit actuel, le plus prodigieux auquel ait encore été mêlé le Canada?

OBSERVATOR.

Les champs pétrolifères du Caucase tombent aux mains de l'AXE et l'ennemi prend pied si dangereusement près du Moyen-Orient et de la route des Indes.

La flotte britannique domine encore en Méditerranée. Il y aura sûrement bataille navale avant que les navires italiens puissent atteindre la mer Egée et les Dardanelles pour passer en mer Noire ou sans le consentement des Turcs. Si on en juge d'après les engagements qui ont eu lieu récemment en Méditerranée, les Italiens n'auront pas la tâche facile.

De plus, voici que depuis quelques jours il est dit avec insistance que le général sir Archibald Wavell, commandant de l'armée britannique des Indes, est prêt à jeter ses troupes aux côtés des Russes pour défendre le Caucase. On dit même que s'il devenait nécessaire pour aider les Russes qu'une force expéditionnaire britannique soit envoyée en Transcaucasie, elle le serait.

Au Capitol

Barbara Stanwyck et Henry Fonda, les comédiens qui ont fait l'immense succès du film "The Lady Eve", reparaitront ensemble dans "You Belong to Me", qui prendra l'affiche vendredi, au cinéma Capitol.

Basé sur un scénario de Claude Dinyon, "You Belong to Me", promet d'être une comédie aussi amusante que "The Awful Truth", "You Can't Take It With You" et "Mr. Deeds Goes to Town".

La distribution de ce film comprend, en plus des vedettes, Edgar Buchanan, Roger Clark, Ruth Donnelly et Melville Cooper. "Lady Scarface", avec Dennis Morgan et Judith Anderson, passera en second. C'est un drame policier, qui se déroule dans la ville de Chicago. La police a, cette fois, affaire à un bandit d'une classe particulière, puisqu'il s'agit d'une femme. Le film raconte aussi l'idylle du lieutenant de police à qui on confie l'enquête et d'une jolie photographe d'un grand journal.

Au System

La direction du cinéma System, vis-à-vis le magasin Morgan présentera un programme exceptionnellement intéressant pour la semaine commençant aujourd'hui même. De samedi, 8 novembre à mardi 11 novembre, les représentations seront "Down Argentine Way", avec Don Ameche et Betty Grable et "Angels with Broken Wings", avec Binnie Barnes et Gilbert Roland, comme vedettes principales.

De mercredi le 12 novembre au vendredi 14 novembre, le programme sera constitué des présentations suivantes: "Blackout" avec Conrad Veidt et Valerie Hobson; "Sis Hopkins" avec Judy Canova et Jerry Colona. Enfin comme reprise, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, soit "My Favorite Wife" avec Cary Grant et Irene Dunne.

A l'Impérial

Pour tous jours, à partir de vendredi prochain, le principal film à l'affiche du cinéma Impérial sera "Navy Blues", avec Martha Raye, Ann Sheridan, Jack Oakie et Jack Haley. Le film "Whistling in the Dark", avec Red Skelton, Conrad Veidt et Ann Rutherford, passera en second.

"Navy Blues" raconte les aventures de marins dont le navire "Cleveland" est ancré dans les eaux hawaïennes. C'est une comédie qui procurera aux spectateurs 108 minutes de rire ininterrompu.

Red Skelton, qui est célèbre à la scène, apparaît dans le film "Whistling in the Dark". Skelton y joue le rôle d'un écrivain de la radio. Il se voit obligé, par des bandits, d'inventer un scénario de "crime parfait". Ce n'est qu'après de multiples aventures que Skelton réussit à faire coffrer les meurtriers et à sauver de leurs mains, sa fiancée.

IMPRIMATUR

Le Journal "L'Autorité", faisant affaires sous la raison sociale de "L'Autorité Enregistrée", a ses bureaux, suite 333, Edifice Canada Cement, Montréal. Il est imprimé à "La Parole", Limitée, Drummondville, P. Q.

La lutte au Forum

Une brillante victoire d'Yvon Robert sur son adversaire juré, Cy Williams. — Robert mène le bal à grande allure. — Une assistance record. — Les préliminaires ont fourni une magnifique attraction.

Nous avons assisté, mardi soir, à l'une des plus intéressantes séances de lutte que le promoteur Eddie Quinn ait encore offertes au public amateur, depuis longtemps. Plus de 10,000 personnes remplissaient la vaste enceinte du Forum et ont applaudi chaleureusement les artistes du matelas.

Yvon Robert a enfin réussi à affirmer sa supériorité sur le brutal Cy Williams, mais il lui a fallu un ralliement après que Williams se fut assuré la première chute, devant une foule de près de 10,000 amateurs, la plus considérable de la saison de lutte. Yvon conserve ainsi le titre de champion du monde.

Billy Conn, le brillant boxeur poids-lourd qui a failli battre le champion Joe Louis l'été dernier, était l'arbitre du match, mais il faut dire que la présence de Conn dans le ring n'a pas eu un grand effet sur le combat.

Conn, qui ne semble pas s'y connaître beaucoup en fait de lutte, a laissé Williams faire à sa guise presque tout le temps, et Cy, voyant que l'arbitre ne sévissait pas, en a profité pour abuser de brutalité, et c'est ainsi qu'il s'est assuré la première chute et qu'il a failli enlever son titre à Robert.

Yvon a refusé de s'avouer vaincu, cependant, et malgré qu'il ait été malmené pendant tout le combat par ses poings et de ses genoux, et il a tiré les cheveux de son rival, lui plantant ses doigts dans les yeux à l'occasion. En un mot, Williams s'est servi de tous les moyens à sa disposition pour venir à bout de son rival.

Robert a été pris par surprise par cette attaque imprévue, et, comme Conn laissait faire Williams, malgré les huées de la foule, qui réclamait son intervention, Yvon a failli rapidement devant les assauts de son rival, qui a alors appliqué un "strangle-hold" pour remporter la chute après que Robert eut tenté vainement de se tirer d'embarras. Robert s'est lancé à l'attaque à la reprise des hostilités et il a appliqué une clef de bras, mais Cy s'est aidé des câbles pour lui faire lâcher prise. Cy a ensuite appliqué quelques coups de poings, qui ont eu pour effet de rendre Robert furieux.

Après cela, cela n'a été qu'une question de temps. Robert a criblé Williams de coups d'avant-bras, et cet assaut a laissé Cy étendu au plancher. Robert s'est alors laissé tomber sur lui pour s'assurer la chute. Au troisième engagement, Robert a lancé Williams hors du ring une couple de fois avant de le lancer sur le plancher plusieurs fois pour ensuite appliquer un écrasement général qui lui a donné la chute décisive.

Constatons, en passant, que l'arbitre Murray semble s'occuper beaucoup plus des épaules des lutteurs que de la façon dont ils se conduisent. On viole ouvertement les règles de la lutte: prise de cheveux, coups de genoux, coups de poings, tout cela passe inaperçu aux yeux de Murray. Et la foule proteste. Serait-il possible d'obtenir une meilleure observation des règlements? Le ring n'est pas un endroit où doivent se poursuivre les batailles de rue.

Au Palace

Le film "A Yank in the R.A.F." sera conservé à l'affiche du cinéma Palace pour une troisième semaine. Rappelons que les vedettes en sont Tyrone Power et Betty Grable.

Les directeurs de ce film eurent une difficulté extrême à résoudre: tourner des scènes de combats aériens sans nuire au programme national d'entraînement militaire. 142 Lockheed-Hudsons, 130 Spit-

fires, 96 Stukas et 106 Messerschmitts ont dû être fabriqués en réplique pour les nécessités de la mise en scène. Des centaines d'avions ont dû être maillés afin de servir pour les scènes de combat.

C'est grâce à la collaboration du ministère britannique de l'air que le directeur Henry King a si bien réussi dans cette magnifique épopée des aviateurs qui défendent la liberté de la Grande-Bretagne et du monde.

"BLACK HORSE. OUI, CERTAIN!"

ELLE EST DOUCE ET SAVOUREUSE

L'oeuvre de cinq générations de maîtres brasseurs

La meilleure BIÈRE au Canada

LE TRIO

Le trust international de l'or vise hardiment la domination mondiale

C'est pourquoi le gouvernement canadien doit exercer un vigilant contrôle sur les banques à charte. — Mises en garde déjà proférées par plusieurs hommes d'Etat. — Analyse de la situation par un économiste averti.

Nous publions un nouveau communiqué de M. G. A. Field, citoyen montréalais spécialisé dans les problèmes économiques. Gradué de l'Université de Cambridge, M. Field a pratiqué le droit en Angleterre et dans l'île Barbade, Antilles Anglaises, avant de venir s'établir à Montréal. Inutile de répéter que nous lui abandonnons la pleine responsabilité de ses opinions:

Vu que les partisans canadiens des "Goldcheviki" (ces adorateurs du Veau d'Or) prétendent faussement que le "Rapport de la Commission Royale des Banques et de la Monnaie" (1933) répudie le fait que notre système monétaire nous réduit à l'esclavage, il devient nécessaire d'apporter une preuve encore plus complète à l'appui de nos avancées, afin de prévenir, si possible, une chute en spirale de notre système économique. Nous devons donc abandonner immédiatement cette politique de laisser-faire qui nous a conduits à la pénible situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, vu que la dernière guerre a prouvé que cette politique était périmée. La preuve une fois faite que le système des banques privées cher aux "Goldcheviki" constitue un danger national auquel il faut remédier, il nous est ensuite possible de discuter d'un véritable système démocratique appelé à le remplacer.

Cette citation du juge Brandeis, de la Cour Suprême des Etats-Unis: "Nous devons briser le trust de l'argent, sinon le trust de l'argent nous brisera", que j'insérerai dans mon dernier communiqué, avait été prise dans son ouvrage "Other People's Money".

Il n'est pas juste d'induire les banquiers en tentation en leur confiant, comme à Judas, sans aucune responsabilité de leur part, l'argent de la communauté, car, dans ce cas, il faudra nous demander encore une fois comment il se fait qu'un si petit groupe de particuliers profite de l'effort du plus grand nombre. Napoléon Bonaparte disait: "Quand un gouvernement doit compter sur les banquiers pour obtenir l'argent dont il a besoin, ce sont ces derniers et non les chefs du dit gouvernement qui sont les maîtres de la situation. L'argent n'a pas de patrie, et les banquiers n'ont ni patriotisme ni dévotion. Leur seul objectif est le gain".

Daniel de Lisle Brock, introducteur dans l'île de Guernsey d'un système de monnaie libre, et frère de sir Isaac Brock, héros de la bataille de Queenston en 1812, disait: "C'est aux banques privées de nous exposer les avantages qu'elles peuvent offrir au public en mettant hors de circulation les billets de l'Etat, qui profitent à tout le monde, spécialement aux classes productrices, pour les remplacer par des billets de banque, qui ne profitent qu'aux individus des classes non-productrices. Le trésor public est le cœur de l'Etat. La finance est le pivot de l'administration des affaires. Le gouvernement doit conserver le pouvoir d'émettre la monnaie". Or l'expérience des cent dernières années a démontré que Daniel de Lisle Brock avait vu juste.

Dans sa "Vie de W. E. Gladstone", à la page 650 du 1er volume, M. J. Morley cite ces paroles du grand chef libéral anglais: "Pa moment que j'ai assumé les fonctions de Chancelier de l'Echiquier (1853), je me suis aperçu que l'Etat était dans une position radicalement fautive, en matière de finances, vis-à-vis de la Banque d'Angleterre et de la Cité. Toute l'affaire tournait autour de la situation suivante: Le Gouvernement ne détenait aucun pouvoir effectif en matière d'argent, mais ce pouvoir appartenait sans conteste aux banques elles-mêmes". On sait que la Cité, à Londres, est l'équivalent de Wall Street, à New York.

Le premier ministre Mackenzie King, dans un discours électoral prononcé en 1935, déclarait: "Aussi longtemps que le contrôle des émissions de monnaie et de crédit n'aura pas été rendu au Gouvernement et reconnu comme la plus manifeste et la plus sacrée de ses responsabilités, il est absolument futile de parler de la souveraineté du Parlement et de la Démocratie. L'usure, grâce à ce contrôle, ruinerait infailliblement n'importe quelle nation".

Le professeur J. Holladay, dans son livre "The Canadian Banking System" (1938), écrit, à la page 140: "La Loi des Banques de 1934 fixe spécifiquement la réserve quantitative que les banques sont obligées de maintenir en garantie des dépôts par elles reçus. Nominale cette réserve consiste en un dépôt à la Banque du Canada de billets de banque de celle-ci et dont le montant doit être égal à 5 pour 100 de tous les dépôts effectués dans les limites du pays. Il s'ensuit que les banques du Dominion peuvent légalement accepter des dépôts pour un montant de \$20 basé sur une réserve de \$1 seulement." Jugeons par là de l'immense profit que "re-tirent les banques avec une mise de fonds très minime. Ce qui n'empêche pas une expansion subséquente encore plus considérable, puisque la Banque du Canada n'est requise de maintenir qu'une réserve de 25 pour 100 afin de faire face à ses obligations, lesquelles constituent à leur tour les réserves des banques à charte. D'où il résulte que la Banque du Canada peut constituer avec un seul dollar quatre dollars qui, s'ils sont empruntés par les banques à charte, leur permettront de prêter \$80 sur une garantie originale de \$1 seulement.

Mais nous trouvons de plus amples renseignements à ce sujet dans le rapport du "Comité des Banques et du Commerce" d'Ottawa, en 1939, lequel devrait être remis en circulation dans l'intérêt de la liberté et de la démocratie. On trouve aux pages 238 et 283 les réponses de M. Graham Towers, gouverneur de la Banque du Canada, aux questions à lui posées:

Q.—Si nous biffions de la loi créant la Banque du Canada les réserves d'or de 25% pour garantir les émissions de (Suite à la page 3)

BOURASSA - HITLER - MUSSOLINI

Comme quoi le "Maître" continue la série de ses variations. — Son "expulsion" du "Devoir" et de la politique. — Sa haine contre l'Empire britannique et sa sollicitude pour les dictateurs. — Emule en éloquence populaire de Médéric Martin et de Camillien Houde.

Il m'a été donné d'écouter, avec plusieurs centaines d'autres, la conférence récemment prononcée par M. Henri Bourassa en l'Auditorium du Plateau. J'avais été particulièrement alléché par le titre de cette causerie: "Où allons-nous? Où va le monde?" Je me souvenais que pour beaucoup de mes concitoyens le Maître, ainsi qu'il a été appelé dérisoirement, faisait encore figure de prophète, et je me disais: "Chaque fois qu'il prend la parole, il ne manque pas de prétendre qu'il a prédit ceci ou cela, et que tout ce qu'il prédit est arrivé, partageant cette attitude avec un ex-maire de Montréal, l'hon. Médéric Martin", et j'en conclusais qu'il nous donnerait la clef des problèmes si compliqués, si épineux de l'heure actuelle.

Or j'en ai été, comme tous les autres, pour mes frais d'admission, le Maître s'étant empressé, dès le début de sa conférence, de déclarer qu'il ne savait pas du tout où le monde en général, et les Canadiens en particulier, s'en allaient. J'allais me lever et réclamer mon argent au contrôle, lorsque le conférencier se mit à parler de diverses questions en marge de celle qu'il devait traiter, à l'instar d'un autre maire de Montréal, M. Camillien Houde, qui parlait toujours à côté de la question. Je me calai donc dans mon siège et prêtai l'oreille.

D'ailleurs, est-ce que ça ne valait pas quelque chose d'entendre M. Georges Pelletier, l'actuel directeur du "Devoir", présenter son devancier à l'auditoire? A mesure que M. Pelletier enfilait ses phrases ronflantes à l'exaltation du Maître, j'espérais qu'il en viendrait à expliquer le départ en vitesse de M. Bourassa de la feuille de la rue Notre-Dame est. Car enfin, si ce dernier était un aussi grand homme, pourquoi l'avait-on débarqué d'aussi ignominieuse façon de l'organe dont il était le fondateur? Et je me remémorais l'époque où M. Bourassa n'entendait traiter de paire à compagnon, dans les questions politico-religieuses, qu'avec le Pape. Les évêques, les archevêques même ne lui semblaient pas à la mesure de sa taille. Il alla un jour jusqu'à déclarer que si le Christ revenait sur cette terre et passait par la province de Québec, il y serait de nouveau mis en croix par l'épiscopat. C'était un peu fort, vous en conviendrez, mais revenons à nos moutons, c'est-à-dire à son expulsion du "Devoir", telle qu'elle me fut racontée par un ami au courant de ce qui se passait dans cette boutique. Voici le récit textuel de mon informateur:

EXPULSION DU "MAITRE" DU "DEVOIR"

"M. Bourassa tenait rancune au clergé de son attitude pendant la Grande Guerre et ne lui ménageait pas les horions, dès que l'occasion s'en présentait. En cette même salle du Plateau où il parlait l'autre jour, il prononça une conférence intitulée: "Honnêtes ou canailles?" Il s'agissait évidemment des Canayens, mais selon son habitude invétérée de ne jamais s'en tenir à son sujet, après avoir reproché aux nôtres leur peu de probité, il dauba le clergé sur son trop grand amour des richesses, qui le poussaient à se diriger, oh horreur! vers la Bourse, et il lui décocha cette flèche empoisonnée: "J'aimerais mieux voir un prêtre sortir du bordel (textuel) que d'un bureau de courtier". Vu que le "Devoir" recrutait alors comme aujourd'hui une bonne partie de ses fidèles lecteurs parmi les prêtres et leurs amis, les débâtonnements se mirent à pleuvoir au grand dommage de la trésorerie. On assure même que Mgr Georges Gauthier, alors archevêque de Montréal, prit très mal cette boutade et déclara qu'il en avait assez. Il n'en fallait pas plus pour semer le désarroi dans l'entourage menacé de perdre ses émoluments, et après s'être consulté dans le plus profond secret, on en vint à cette solution:

"Malgré sa prétention d'être l'organe le plus en vedette de ce qu'il appelait la "Bonne Presse", le "Devoir" se trouvait alors dans une situation financière plutôt périlleuse. On rapporte qu'il avait un trou dans sa caisse de quelque \$12,000. On s'enquit auprès d'un des hauts financiers canadiens français de l'époque pour savoir s'il avancerait cette somme au cas où M. Bourassa, tenu en grande partie responsable de la déconfiture, viderait la place. Le financier consentit et, à l'assemblée des directeurs d'abord convoquée à cet effet, la situation fut exposée en blanc et en noir. Invité à combler le trou en y allant de son écot, M. Bourassa ne fut pas lent à saisir de quoi il en retournait: "Je sais ce que j'ai à faire, déclara-t-il, et je donne ma démission". Le tour était joué, et le fondateur du "Devoir", parti les moustaches en croc et le toupet en bataille, ne remit de longtemps les pieds dans cette boîte ingrate."

AVATAR A UN FAUX PROPHETE

En le voyant au Plateau, choyé et louangé par son ancien entourage, j'en vins à la conclusion que M. Bourassa, autrefois rancunier, était devenu avec l'âge un cœur sans fiel. Aussi bien, ce n'est pas la seule méaventure qui lui soit arrivée dans son existence, puisqu'il a convenu, dès le début de sa causerie, qu'il avait été "expulsé" de la politique, allusion à sa défaite dans son vieux comté de Labelle en 1935. En dépit de sa propension à pardonner, tiendrait-il MM. Mackenzie King et Ernest Lapointe responsables de cette "expulsion"? Car il ne s'est pas montré particulièrement tendre à l'égard de ces deux hommes d'Etat le soir du 28 octobre au Plateau. MM. King et Lapointe firent cependant tout ce qui leur était possible pour conserver M. Bourassa à la Chambre des Communes. Ce sont les électeurs libéraux de Labelle eux-mêmes qui exigèrent d'un jeune avocat sa parole d'honneur qu'il irait jusqu'au bout s'il était choisi candidat par une convention. L'intervention pressante des chefs du parti fut donc inutile et M. Bourassa subit l'amertume de la défaite, à laquelle il n'était guère habitué. Les électeurs de Labelle lui reprochaient de ne les voir qu'au cours des périodes électorales et de se soucier ensuite d'eux comme d'autant de pommes cuites. Hissé sur sa tour d'ivoire, le Maître négligeait les mesquines questions de patronage pour s'occuper des destinées des nations. Il continuait de ne transiger qu'avec le Pape, et c'est au retour d'un voyage à Rome qu'il anathématisa le parti nationaliste, dont il avait été l'un des fondateurs.

Nos commentaires sur sa dernière conférence seront plutôt brefs, puisqu'il ne s'en tint pas à sa promesse de nous

révéler où allait notre monde perdu dans un véritable maelstrom. Il a vivement reproché au gouvernement canadien d'avoir déclaré la guerre à l'Allemagne, estimant que nous, peuple de la jeune Amérique, n'avions rien à voir aux dissensions de la vieille Europe. Peu respectueux, selon son habitude, de la volonté populaire, il ne tient pas compte du fait que cette déclaration de guerre, d'abord votée par le Parlement, fut ensuite approuvée par l'électorat aux élections générales de 1940. Du reste, comment aurions-nous pu nous tenir en dehors de ce conflit? Est-ce que l'Allemagne aurait plus tenu compte de notre neutralité que de celle de la Norvège, de la Belgique, de la Hollande et de tant d'autres pays? Là-dessus M. Bourassa reste muet. Il ne nous dit pas non plus pourquoi il n'a pas posé sa candidature contre un gouvernement de guerre, puisque c'était bien l'occasion ou jamais de s'affirmer.

M. Bourassa a divisé les belligérants en deux camps: le bloc anglo-saxon et le bloc germanique. Les Russes et les Chinois n'intéressent guère sa superbe, bien qu'ils comptent à eux seuls 600 millions de bêtes à deux pattes, tout comme M. Bourassa. Si nous en jugeons par sa conférence de l'autre soir, il lui importe peu lequel des deux camps remportera la victoire, bien que dans les circonstances actuelles, ne pas souhaiter le triomphe de l'Empire britannique, n'est-ce pas désirer secrètement celui de l'ennemi?

"L'HOMME QUI MARCHÉ SUR LES FLOTS"

Au milieu de ses innombrables variations, M. Bourassa n'a jamais changé sur un point: il a toujours été l'ennemi de l'Empire, depuis la guerre du Transvaal jusqu'à nos jours. Lorsqu'il déclare au Plateau qu'il ne veut pas d'une paix de haine, comme celle conclue à Versailles, ne ménage-t-il pas une porte de sortie à Hitler en cas de défaite? A l'en croire, il est désirable "que la France de Pétain, l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar, même l'Italie de Mussolini exercent après cette guerre une influence salutaire pour le monde".

"L'homme qui marche sur les flots", selon la boutade à l'adresse du Maître alors qu'il prononçait des discours de cinq à six heures d'affilée à la Législature de Québec, de 1908 à 1910, pourrait-il nous dire ce qu'il a fait, ce que font et ce que fera la France de Pétain, l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar et l'Italie de Mussolini pour le triomphe des Alliés? Ignore-t-il que les Russes ont perdu jusqu'à date 3 millions d'hommes et en perdront encore davantage? Ignore-t-il que cette Italie si sympathique à son cœur d'apôtre d'apôtre a poignardé la France et l'Angleterre en 1940 et n'hésiterait nullement à poignarder le Canada si elle en avait l'occasion?

Que l'auditoire du Plateau ait, dans une certaine proportion, applaudi le faux prophète, il ne faut nullement s'en étonner, puisqu'il était composé en partie de ces Canayens qui souhaitent la défaite de l'Empire parce que le pis qui pourrait nous arriver, selon eux, serait l'indépendance d'une Laurentie riche et heureuse, ou l'annexion aux Etats-Unis, qui s'empresseraient de nous traiter en enfants gâtés; mais les gens doués de la moindre parcelle de jugement savent fort bien que telle solution est du domaine du rêve et que M. Bourassa, qui, toute sa vie, n'a été qu'un rêveur, est bien l'homme au monde dénué le plus de sens pratique. Héritier d'une succession qui aurait pu le rendre millionnaire, l'administrateur de si pieuse façon qu'il n'en conserva que des miettes, et ce, sans le moindre profit pour ses concitoyens qu'il fait profession de tant aimer.

Qu'il forme un trio avec Hitler et Mussolini, si cela lui chante, tant pis pour lui, car ses deux comparses ne tarderaient pas à le traiter comme le fient ses séides du "Devoir" et les électeurs de Labelle, qui, le jugeant à sa juste mesure et non selon son énorme suffisance, ne se firent aucun scrupule de vomir le Maître dans "les flots sur lesquels il prétendait marcher".

AUDITOR.

"AUJOURD'HUI"

La vie moderne et particulièrement l'époque que nous traversons nous oblige à nous tenir au courant des événements. Quel lire? "AUJOURD'HUI", le meilleur "digest" français, nous dispense de parcourir une multitude de journaux et revues et répond aux besoins de celui qui veut être à la page. Son sommaire de novembre nous en donne une idée:

Le Canada, puissance navale — "Service fédéral de l'information". Catholicisme et nazisme — "Ecole Sociale Populaire". La crise politique en France — "L'Action catholique". Le Congo belge et la guerre — "L'Actualité économique". A propos de l'édition canadienne — "L'Action catholique". Valdombre — "La Revue Populaire". Sur deux livres récents — "La Croix". Byron, enfant de génie — "La Famille". Il y aura toujours la France — "Bulletin des études françaises". Une page d'histoire — "Gaston Wielt". La noblesse canadienne — "L'Oeil". La canonisation d'une reine de France — "Havas-Télémondial". Le chef irréprochable — "Le Jour-Echo de Paris". Un Sulpicien à Ville-Marie — "Cahier des Dix". Les pommes — "L'Ovale C-I-L". La photographie — "Courrier du Pacifique". L'écran de fumée — "L'Ovale C-I-L". La haine de la force — "La Phalange". Ce qu'on voit dans les taudis — "Relations". La tenue — "Le Figaro". Le parler des Canadiens-français — "Le Canada français".

"AUJOURD'HUI" se vend dans tous les kiosques au prix de \$0.25. L'abonnement est de \$2.50 par année. S'adresser aux EDITIONS D'AUJOURD'HUI, 1961 est, rue Rachel, Montréal, Canada.

Pour les sports d'hiver

Le chef de cabinet du premier ministre, le lt-colonel J.-L. Boulanger, annonce que la province de Québec dépensera cette année de \$25,000 à \$30,000 pour annoncer les sports d'hiver. Tous les centres où on les organise — Québec, le lac Beauport, la région de Charlevoix-Saguenay, les Laurentides au nord de Montréal, la Beauce, les Cantons de l'Est, la Gatineau, etc. — bénéficieront de la publicité de la province dans les principaux périodiques des Etats-Unis. En outre, on distribue à profusion aux Etats-Unis une élégante brochure consacrée exclusivement à nos sports d'hiver, et de grandes photos artistiques sont mises en montre dans les magasins de New York et autres grandes villes. C'est par milliers que l'on expédie des dépliantes aux organisations touristiques des Etats-Unis.

La St-Jean Baptiste fait la plus cocasse découverte

Elle signifie officiellement au Gouvernement canadien qu'elle vient d'apprendre qu'une guerre sévit et que le Canada y prend part. — Elle fixe le maximum de l'effort du pays, sans quoi il y aura du "dynamitage" et des "coups" de bélier. — Elle projette de confier la défense du territoire à nos zouaves et à nos gardes indépendantes. — Les chars allégoriques du 24 juin remplaceront les tanks.

Le Conseil général de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal vient de faire une découverte épouvantable. Il n'est aperçu, au bout d'un peu plus de deux ans, que le Canada était en guerre avec l'Allemagne et l'Italie. Lorsqu'une messe solennelle fut chantée en l'église Notre-Dame, l'hiver dernier, à laquelle officiait Son Eminence le Cardinal Villeneuve, notre société dite nationale ignora tout-à-fait cet événement, comme si la victoire du Canada et de ses alliés sur les Puissances de l'Axe n'eût été pour elle d'aucun intérêt. Aujourd'hui, soit par les journaux, soit par la radio, soit par les rumeurs de la rue, la Société Saint-Jean-Baptiste a appris qu'une nouvelle guerre sévissait de par le monde et elle notifie officiellement le gouvernement canadien de cette découverte en ces termes comminatoires:

"Attendu que la très grande majorité des Canadiens sont contre la conscription pour service outre-mer et que l'adoption d'une telle mesure serait de nature à dynamiter l'unité nationale, désorganiserait la production nécessaire à l'approvisionnement des armées en nourriture et en matériel de guerre, et risquerait de jeter le pays dans la guerre civile;

"Attendu que des Canadiens plus attachés à l'Angleterre qu'au Canada mènent actuellement une campagne de participation à outrance allant jusqu'à la banqueroute et à la conscription pour service outre-mer;

"IL EST RESOLU par les membres de la section No 44 de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, etc., etc."

Nous ne donnerons pas au long la teneur de cette résolution, nous contentant de mentionner que la Saint-Jean-Baptiste est pour la continuation de l'appui du Canada aux pays alliés, mais à la condition expresse que les dépenses de guerre se limitent à la défense du pays proprement dit "s'il y a réellement des possibilités qu'il soit attaqué". L'expression "dynamiter l'unité nationale" est assez cocasse de la part d'une société dont le mouton est l'emblème. Voyez-vous ce quadrupède manipulant les bâtons de dynamite? Pour ce qui est de la défense du Canada au cas seulement où il serait attaqué sur son territoire, c'est une théorie saint-jean-baptiste bien digne de ceux qui l'ont conçue. Supposons que Hitler soit victorieux et l'Empire britannique détruit, l'Allemagne consulterait-elle la Saint-Jean-Baptiste sur la disposition des dépouilles opimes? Et puis, que veut dire cette "continuation de l'appui du Canada aux pays alliés" s'il ne s'agit que de leur vendre en retour de bons écus sonnants, du blé, du bacon, des oeufs, du boeuf, des canons, des munitions et des "chars allégoriques" pour la célébration de la victoire?

Comment la Saint-Jean-Baptiste entend-elle défendre le pays en cas d'invasion? Elle ne le dit pas. D'aucuns prêtent à cette cachottière le projet suivant: Elle ferait appel aux Zouaves, à la Garde Champlain, à la Garde Dollard, à la Garde Maisonueuve, enfin à toutes ces gardes indépendantes qui défilent si majestueusement dans les parades du 24 juin, et leur demanderait de courir sus à l'ennemi en remplaçant les mitrailleuses par des bannières et les tanks par des chars allégoriques. Quel massacre elle ferait des Boches, surtout, oh, surtout si le bélier national s'en mêlait!

RABINAGROBIS.

Nos combattants comptent sur
MONTREAL
coopérons à la grande

CAMPAGNE NATIONALE D'ARMEMENTS



● Nos aviateurs, nos soldats et nos marins attendent de notre municipalité qu'elle fasse sa large part. Ils comptent sur l'appui de chacun de nous. Doublons donc nos achats de Certificats d'Épargne. Nos combattants demandent une plus grande quantité de matériel de guerre. Que notre réponse soit empressée. Il faut les soutenir. C'est notre devoir. Sortons le bas de laine. Mettons nos économies au service du Pays. Achetons nous-mêmes et faisons acheter plus de Certificats d'Épargne aussi souvent que possible. Coopérons à la Campagne d'Armements dans notre milieu.

PUBLIEE PAR LE COMITE DE MONTREAL POUR L'E PARGNE EN TEMPS DE GUERRE. EDIFICE ALDRED, PLACE D'A RME, MONTREAL, QUE.

DOUBLEZ VOS ACHATS REGULIERS DE
Artificats d'Épargne de Guerre

CLAVIGRAPHES DE BUREAU A DES PRIX EXCEPTIONNELS
ECONOMISEZ par l'achat de clavigraphes reconstruits sous notre surveillance. Garantie d'un an.
Toutes les machines
NOTRE SERVICE DE LOCATION
Spécialités: UNDERWOOD ET — Clavigraphes en parfait ordre au coût minime de \$2.50 par mois ROYAL
Pour détails supplémentaires écrivez ou téléphonez à
Landry Caisses Enregistreuses
LIMITÉ
1 est, Notre-Dame (angle St-Lau) Tél.: HA. 2330

L'abolition du conseil municipal de Lachine

Quel échevin aura assez de civisme pour la proposer à la Législature? — En récompense l'hon. Adéard Godbout devrait le nommer maire.

(Chronique spéciale à "L'Autorité")
Lachine, 7. — Notre Conseil municipal est en train de préparer les amendements qu'il doit soumettre à la Législature dès sa prochaine session, et, selon son habitude, ce ne sont pas deux pieds mais douze qu'il met dans les plats. Actuellement, trois échévins sont élus une année et les trois autres l'année suivante. C'est lorsque l'ex-ministre Anatole Carignan était notre maire que fut adoptée cette législation, dans le but d'avoir toujours au moins trois représentants du peuple testés d'au moins une année d'expérience; mais si nous suivons de près les délibérations de nos édiles, nous constatons facilement que l'expérience ne leur sert de rien, car à peu près tous sont autant de zéros.
Lors de l'élection pour le remplacement de trois de ces as, (Suite à la page 2)